

## **L'Occident face à la Russie : reprendre l'initiative**

**La mise en place de nouvelles sanctions contre la Russie ne suffira pas. Pour reprendre l'initiative, les Occidentaux doivent réviser leurs représentations géopolitiques et soutenir l'Etat ukrainien. La perspective est celle d'un *Commonwealth* paneuropéen fondé sur le droit, la justice et la liberté.**

Les appels au « dialogue » et à la « désescalade » ne suffisant pas à arrêter le Kremlin, tout au démantèlement de la souveraineté ukrainienne, les Etats du G-7 et l'Union européenne ont décidé de nouvelles sanctions. Au vrai, les gouvernements occidentaux peinent à reprendre l'initiative. Représentations et enjeux politiques doivent être révisés et explicités.

L'option militaire d'emblée exclue, les Occidentaux ont privilégié les sanctions diplomatico-financières, non sans conséquences pour Moscou, et brandi la menace de mesures économiques ciblées. A rebours des groupes d'intérêts particuliers et de ceux qui exagèrent complaisamment les vulnérabilités européennes, un conflit géoéconomique d'ensemble menacerait principalement les intérêts russes.

Les exportations de produits énergétiques vers l'Europe assurent l'essentiel du commerce extérieur de la Russie, une large part de son PIB et plus encore des ressources fiscales. Déjà, les dépenses publiques peinent à financer les promesses électorales de Vladimir Poutine, le vaste programme de réarmement et le projet géopolitique russo-asiatique.

Certes, les contre-effets de nouvelles sanctions sur les économies européennes ne sont pas à négliger, d'autant plus que la Russie n'est pas une masse inerte ; le Kremlin prendra des mesures de rétorsion. Pourtant, la gravité de la menace légitime le franchissement d'un nouveau seuil.

Sous Poutine, la Russie s'est engagée dans une politique de révision des frontières, par les armes et la subversion. Elle remet en cause les fondements juridiques et moraux de l'ordre international européen. Ce révisionnisme géopolitique est complété par un « réunionisme » axé sur la satellisation des Etats successeurs de l'URSS.

L'idée-force du président russe est la revanche sur la Guerre froide et l'inversion du cours de l'Histoire. Dans ses représentations géopolitiques, l'Europe n'est qu'une petite péninsule accolée à la masse eurasiatique et les instances euro-atlantiques (UE et OTAN) sont condamnées à disparaître. Déchirée par des jeux d'alliances et de contre-alliances entre Etats-nations, l'Europe glisserait alors dans la sphère d'influence de la « Russie-Eurasie ».

Au préalable, il faut que Moscou contrôle l'Ukraine et comprime les Etats du voisinage. A cheval sur le centre et l'est de l'Europe, l'Ukraine recoupe donc des enjeux dépassant ses seules destinées. Une intervention militaire directe de la Russie est possible et le démembrement du territoire ukrainien, déjà amorcé avec la Crimée, aurait de graves conséquences. Rappelons que plus du quart des frontières de l'Europe, dans sa plus grande extension, a été tracé après le tournant de 1989-1991.

Lorsque l'ordre international est menacé, avec le risque de guerres en chaîne, la raison politique doit l'emporter sur la logique marchande. Dans les situations d'exception, il revient à l'instance souveraine de faire prévaloir le bien commun sur les multiples intérêts contradictoires qui faussent la perception et la hiérarchie des enjeux.

Pourtant, les sanctions ne suffiront pas et les représentations géopolitiques occidentales doivent être révisées.

Les partenariats développés dans l'après-Guerre froide avaient pour fondement l'idée selon laquelle la classe dirigeante russe rallierait l'Occident. Malgré la guerre russo-géorgienne d'août 2008, la Russie était encore perçue comme un partenaire qui voudrait améliorer les termes de l'échange avec les Occidentaux. L'Administration Obama a donc maintenu le cap et pratiqué la diplomatie du « *reset* ».

L'image de la Russie comme partenaire naturel de l'Occident est aujourd'hui dissipée. Son régime autoritaire-patrimonial n'est pas réductible à un simple système mafieux et cupide ; Poutine porte un projet géopolitique qui fait de l'Etat russe une puissance révisionniste et revanchiste.

Confrontés à ce révisionnisme, les Occidentaux doivent dépasser le mécanisme action-réaction et reprendre l'initiative. Plutôt que d'invoquer un scénario de « finlandisation » invalidé par les faits, tout en se limitant à une « riposte graduée » en retard sur les événements, il faut soutenir fermement l'Ukraine.

Les pays du G-7, l'UE et le FMI ont rassemblé une aide financière conséquente, subordonnée à la mise en œuvre de réformes structurelles. Si l'on va au fond des choses, seules de telles réformes ouvriront un avenir économique à l'Ukraine et lui permettront d'atteindre les standards du voisin polonais.

Pourtant, l'économie n'est pas le destin et le futur commence ici et maintenant. Si l'Ukraine était démembrée, l'Europe médiane sombrant dans la peur du chaos, les programmes macro-économiques de longue portée ne seraient que *flatus vocis*, c'est-à-dire simples émissions de voix.

A la suite de longues années d'impéritie et de corruption, et de noyautage des forces de sécurité, l'appareil d'Etat ukrainien est littéralement épuisé et la perte de la

Crimée a fragilisé le gouvernement provisoire. A l'évidence, Kiev peine à assumer le contrôle de l'Ukraine continentale et des frontières avec la Russie.

Il appartient donc à l'UE et à ses Etats membres de soutenir la reconstitution d'un appareil d'Etat à même d'exercer ses fonctions. Quant à l'OTAN, son rôle ne saurait se limiter à la seule défense des Alliés, sur leur « *limes* » oriental. Son partenariat spécifique avec l'Ukraine et le concept de « sécurité coopérative » sont des cadres d'action pour aider Kiev à mettre sur pied des forces de sécurité fiables et efficaces.

Enfin, le « Politique » ne se limite pas aux situations de détresse. L'aide apportée à l'Ukraine et la nouvelle approche occidentale de la Russie doivent s'inscrire dans une vision d'ensemble : un vaste *Commonwealth* paneuropéen fondé sur le droit, la justice et la liberté.

**Jean-Sylvestre Mongrenier**

**Chercheur associé à l'Institut Thomas More**